

L'importance économique du secteur financier suisse

Étude commanditée par
l'Association suisse des banquiers (ASB) et
l'Association suisse d'assurances ASA

Octobre 2015



Éditeur

BAK Basel Economics AG

Chef de projet

Rebekka Rufer, T +41 61 279 97 09

Rebekka.rufer@bakbasel.com

Rédaction

Michael Grass

Rebekka Rufer

Copyright

Tout le contenu de la présente étude, en particulier les textes et les images, sont protégés par le droit d'auteur. Les droits d'auteur appartiennent à BAK Basel Economics AG. L'étude peut être citée avec mention de la source («Source: BAKBASEL»).

Copyright © 2015 by BAK Basel Economics AG

Tous droits réservés

Sommaire de gestion

Le secteur financier, moteur de l'économie suisse

Une économie moderne sans secteur financier est quasiment impensable. Le secteur financier est une condition préalable essentielle au fonctionnement effectif et efficace des activités économiques. En 2014 par exemple, les banques ont octroyé à l'économie suisse des crédits d'un montant égal à deux fois son PIB. Les assurances vie privées ont géré des rentes et des sommes assurées équivalentes au double du PIB. Avec les assurances accidents/dommages, elles ont effectué des versements qui, répartis sur la population, correspondent à un salaire mensuel moyen par personne. Ces fonctions rendent possibles le développement économique et les investissements qui n'auraient pas pu avoir lieu sans intermédiaires financiers ou seulement au prix de frais de transaction beaucoup plus élevés. De plus, les intermédiaires financiers assument des fonctions dont une économie moderne ne saurait guère se passer. C'est le cas par exemple du traitement du trafic des paiements ou de l'accumulation de capital. En assumant des risques entrepreneuriaux ou privés, ils garantissent en outre la sécurité de planification. Pour cette raison, la bonne santé du secteur financier est une condition préalable essentielle à une économie prospère. La fonction infrastructurelle du secteur financier est un pilier de l'économie et conditionne la rentabilité de nombreuses entreprises.

Le secteur financier lui-même assure une part non négligeable des performances économiques de la Suisse. En 2014, il a produit environ 61 milliards de CHF, soit un franc sur dix. Pour ce faire, le secteur financier représentait quelque 218 000 personnes en équivalents temps plein, soit près de 6 % des postes en Suisse. Ce sont les banques (y compris les services financiers proches des banques) qui ont le plus contribué au résultat, avec près de 35 milliards de CHF de valeur ajoutée. Suivent les assurances (y compris les services financiers proches des assurances), avec bien 26 milliards de CHF. En comparaison internationale, le secteur financier suisse est ainsi bien diversifié.

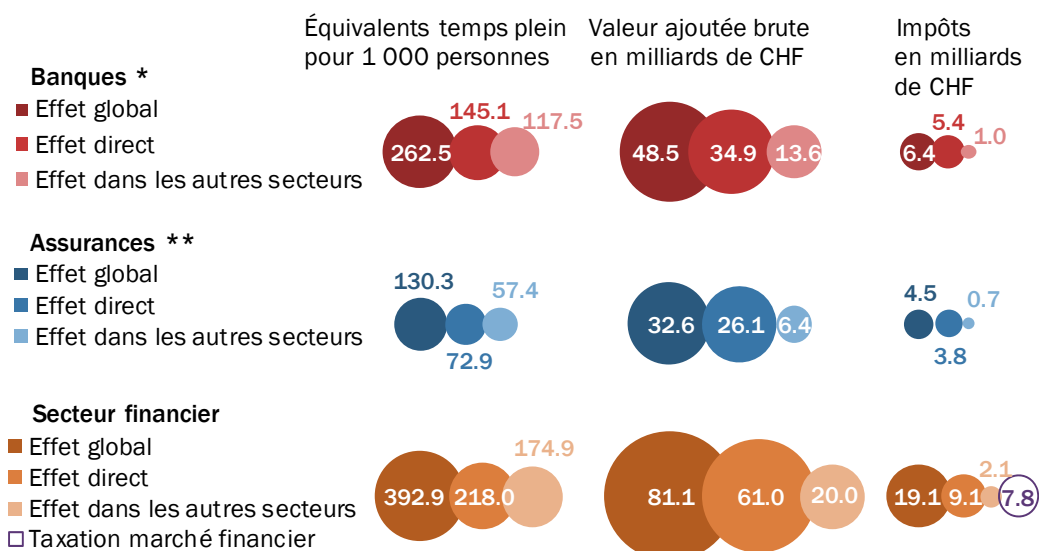
La place financière suisse est très concentrée sur la gestion de patrimoine. La banque privée classique jouit dans notre pays d'une importance particulière. Malgré quelques aléas, la Suisse a pu maintenir sa position de leader mondial de la gestion de patrimoine pour les clients particuliers internationaux. Les branches des assurances très investies dans la gestion de patrimoine, telles les assurances vie et les caisses de pensions, représentent elles aussi une part importante du secteur financier. La réassurance constitue un autre aspect singulier du secteur financier suisse en comparaison internationale.

Du fait de l'interdépendance économique, les entreprises suisses d'autres secteurs profitent elles aussi considérablement du succès des banques, des assureurs et des autres entreprises de services financiers. D'une part, la demande en matière de prestations préalables d'autres secteurs suscite des effets indirects sur la valeur ajoutée. Il s'agit par exemple de cabinets de conseil, de Fintech, de sociétés de services informatiques ou de cabinets d'audit et de révision. D'autre part, les revenus salariés des employés profitent également aux autres branches de l'économie suisse par le levier de la consommation privée.

Les calculs d'une analyse d'impact macroéconomique montrent qu'en 2014, l'activité économique du secteur financier a entraîné une valeur ajoutée totale d'environ 81 milliards de CHF. Outre les 61 milliards de CHF de valeur ajoutée directe, le secteur financier génère en plus quelque 20 milliards de CHF de valeur ajoutée dans d'autres secteurs. Au cumul, cela équivaut à environ 13 % de la valeur ajoutée brute de l'ensemble de l'économie, ainsi qu'à quelque 10 % de tous les emplois en Suisse (393 000 équivalents temps plein).

La Confédération, les cantons et les communes en profitent sous la forme de rentrées fiscales substantielles. Pour l'année 2014, les recettes fiscales provenant des impôts directs sur les sociétés, les revenus, des taxes sur les transactions financières (solde de l'impôt anticipé, droits de timbre) et de la TVA sur les services financiers sont estimées à quelque 19 milliards de CHF, soit environ 14 % des recettes fiscales totales de la Confédération, des cantons et des communes, ou près des dépenses de la Confédération pour la prévoyance sociale.

Importance économique et fiscale du secteur financier en 2014



Banques* y compris les services proches des banques (par ex. gestionnaires de patrimoine indépendants, négociants en valeurs mobilières)

Assurances** y compris les services proches des assurances (par ex. courtiers en assurances)

Écarts d'arrondis possibles

Source: BAKBASEL

Un moteur de croissance important des 20 dernières années

En matière de croissance également, le secteur financier a été l'un des secteurs les plus importants de l'économie suisse au cours des 20 dernières années. Et ce, même si les deux crises financières du nouveau millénaire – la bulle Internet (2000-2002) et la crise financière et de la dette (à partir de 2008) – ont nettement freiné le développement du secteur financier. Ces 20 dernières années, le secteur financier a apporté un sixième de la croissance de l'ensemble de l'économie. Seuls le commerce (de gros et de détail), le secteur public et l'industrie pharmaco-chimique ont surclassé le secteur financier comme moteur de croissance.

Des perspectives intactes pour les 10 prochaines années

La pression concurrentielle dans le secteur bancaire s'est considérablement accrue avec la crise financière et la crise de la dette. L'intensification de la concurrence, la numérisation et les nouvelles réglementations accélèrent à présent la transformation du secteur. Depuis l'abolition du cours plancher du franc suisse par rapport à l'euro, les banques sont touchées par des pertes de change sur les valeurs en dépôt en devises étrangères dans le secteur important de la gestion de fortune internationale, ce qui a des conséquences négatives sur les produits des commissions. Sur le marché national, le recul des investissements des entreprises devrait aussi affaiblir la demande de prestations bancaires à court terme. En revanche, le marché hypothécaire devrait continuer à soutenir l'évolution de la valeur ajoutée. En matière de marge d'intérêts, la pression devrait être aussi forte que les années précédentes, les intérêts négatifs conduisant à certains reports dans les opérations d'intérêts des banques. D'une manière générale, la valeur ajoutée des banques devrait à court terme connaître une croissance plus faible que celle de l'économie dans son ensemble. Néanmoins, à moyen ou long terme, l'industrialisation du secteur bancaire devrait entraîner des gains de productivité considérables. En parallèle, la croissance de l'économie et des actifs en général relance la croissance des banques.

Le ralentissement soudain du développement économique de la Suisse et le durcissement du contexte des taux d'intérêt freinent aussi l'évolution à court terme des assurances. Les intérêts négatifs ont aggravé l'état d'urgence en termes de placement et la baisse de la croissance économique ne permet guère d'augmentation à court terme des salaires assurés et des avoirs. Certes, les incertitudes pesant sur l'évolution de la prévoyance publique viennent renforcer les besoins en prévoyance privée. Dans le même temps, son attractivité souffre de la faiblesse des intérêts. Dans le secteur de la réassurance en général, la concurrence accrue tire les prix vers le bas. En outre, bon nombre d'assureurs directs sont actuellement bien capitalisés et réduisent leur demande en matière de couverture de réassurance. Les réassureurs profitent toutefois de l'évolution des marchés de l'assurance dans les pays émergents. Les assurances aussi ont encore un retard à rattraper en matière de numérisation de leurs procédures. La numérisation permet d'espérer des gains de productivité qui offriront de nouvelles opportunités de croissance au secteur. Dans l'ensemble, les assurances devraient connaître une progression légèrement plus forte que l'ensemble de l'économie.

Ce sont les Autres services financiers qui présentent les plus fortes performances parmi les acteurs du service financier. En effet, le contexte actuel des taux d'intérêt et la hausse persistante des marchés boursiers renforcent la demande en faveur des prestations de cette branche. En outre, la tendance consistant à déplacer la création de valeur des banques vers des gestionnaires de patrimoine indépendants et des fonds devrait se maintenir, au moins à court terme. Les perspectives positives associées aux Autres services financiers s'expliquent également par la numérisation croissante des banques et des assurances et les mouvements d'externalisation qui y sont liés.

Le potentiel de croissance à long terme de la valeur ajoutée du secteur financier dans son ensemble est de 2 %. Ainsi, le secteur financier progresse plus fortement que l'ensemble de l'économie.

Table des matières

1	Introduction	9
2	La fonction infrastructurelle du secteur financier pour l'économie	10
3	Importance économique directe du secteur financier suisse	11
3.1	Valeur ajoutée.....	11
3.2	Emploi.....	16
4	Importance du secteur financier pour les autres branches de l'économie suisse.....	18
4.1	Approche méthodique	18
4.2	Résultats	19
4.2.1	Effets sur la valeur ajoutée	19
4.2.2	Effets sur l'emploi	20
5	Importance du secteur financier et du marché financier pour les recettes fiscales des pouvoirs publics	21
6	Perspectives pour le secteur financier suisse.....	23
6.1	Contexte conjoncturel.....	23
6.2	Prévisions conjoncturelles 2015/2016.....	27
6.3	Perspectives à l'horizon 2025	28
7	Résumé	30
8	Annexe.....	33

Table des illustrations

Fig. 3-1	Structure du secteur financier.....	12
Fig. 3-2	Évolution de la valeur ajoutée réelle.....	13
Fig. 3-3	Contribution à la croissance des branches du secteur financier.....	14
Fig. 3-4	Croissance de la valeur ajoutée du secteur financier en comparaison internationale.....	15
Fig. 3-5	Évolution du nombre d'employés [ETP] dans le secteur financier.....	16
Fig. 4-1	Effets effectifs sur la valeur ajoutée.....	19
Fig. 4-2	Effets effectifs sur l'emploi [ETP].....	20
Fig. 6-1	Transactions boursières à la SIX Swiss Exchange.....	23
Fig. 6-2	Primes encaissées par les assurances privées.....	24
Fig. 6-3	Prévisions de valeur ajoutée et de nombre d'employés dans le secteur financier.....	27
Fig. 7-1	Importance économique et fiscale du secteur financier en 2014.....	31

Répertoire des tableaux

Tab. 5-1	Effets fiscaux directs et indirects 2014 [milliards de CHF].....	22
Tab. 6-1	Moteurs de développement des banques.....	25
Tab. 6-2	Moteurs de développement des assurances.....	26
Tab. 6-3	Tendances du secteur financier.....	29
Tab. 7-1	Effets économiques et fiscaux du secteur financier en 2014.....	31
Tab. 8-1	Structure du secteur financier.....	33
Tab. 8-2	Structure des banques.....	33
Tab. 8-3	Structure des assurances.....	34
Tab. 8-4	Structure des Autres services financiers.....	34

1 Introduction

La présente étude est la troisième édition d'une observation de l'importance du secteur financier dans l'économie suisse.¹ Par «secteur financier», on entend ici les banques, les assurances et les Autres prestataires financiers, tels que les gestionnaires de patrimoine indépendants, les négociants en valeurs mobilières ou les courtiers en assurances. Une attention particulière est portée aux effets sur la valeur ajoutée et sur l'emploi qui étaient imputables à l'activité économique du secteur financier en 2014. Cette analyse est complétée par une rétrospective sur l'évolution du secteur financier au cours des 20 dernières années et par un tour d'horizon des perspectives pour les dix prochaines années.

Le secteur financier assure des fonctions infrastructurelles importantes pour l'économie et la population. La contribution directe à la valeur ajoutée et à l'emploi ne reflète qu'une partie de la performance économique du secteur financier. Les banques veillent par exemple à l'approvisionnement monétaire et sans assurances, les sinistres constitueraient des menaces considérables, voire fatales. Pour cette raison, un secteur financier solide contribue tout autant à l'infrastructure économique d'un pays qu'un réseau électrique performant.

La fonction infrastructurelle du secteur financier est un pilier important de l'économie et conditionne la rentabilité de nombreuses entreprises. De plus, avec ses prestations, le secteur financier est aussi un élément fondamental de l'aide sociale. Le secteur financier en soi constitue un facteur économique important, qui a réalisé en 2014 une valeur ajoutée brute de quelque 61 milliards de CHF avec plus de 255 000 employés (soit 218 000 équivalents temps plein). De plus, les entreprises suisses d'autres secteurs profitent aussi largement du succès des banques, des assureurs et des Autres entreprises de services financiers.

Délimitation de la branche:

Compte tenu des données disponibles, c'est la délimitation de la branche découlant de la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) qui est utilisée pour cette étude.

Sont inclus sous la notion de **Banques**, outre les établissements de crédit classiques, également les holdings financiers, les autres holdings, les fonds fiduciaires, les autres fonds et établissements financiers similaires, les établissements de crédit bail (leasing financier), les établissements de crédit spécialisés, les sociétés d'investissement, les activités de trésorerie au sein d'un groupe d'entreprises, de même que la Banque Nationale Suisse.

Les **assurances** incluent, outre les assurances privées (assurances vie, assurances dommages et réassurance), également les caisses de pensions, la SUVA, les caisses-maladie obligatoires, de même que les établissements cantonaux d'assurance, mais pas les assurances sociales (AVS, AI, caisse de chômage).²

¹ L'importance économique du secteur financier suisse. Décembre 2013. Octobre 2014.

² De plus amples détails sur la composition précise des branches du secteur financier et leur importance sont disponibles en annexe.

2 La fonction infrastructurelle du secteur financier pour l'économie

Le secteur financier est une composante centrale de toute économie. Il fournit des capitaux à la société et à l'économie et assume des risques. Ces deux fonctions rendent possibles le développement économique et les investissements qui ne pourraient pas avoir lieu sans intermédiaires financiers ou seulement au prix de frais de transaction beaucoup plus élevés.

Font partie du système financier toutes les institutions et systèmes qui apportent des prestations financières à une économie. Il inclut les marchés financiers (marché monétaire, marché des capitaux et marché des devises) et les intermédiaires financiers (banques, assurances, etc.). Les fonctions centrales du système financier sont la fonction d'allocation et la fonction d'assurance ou de diversification. Alors que les marchés financiers forment la base, les intermédiaires financiers servent avant tout à simplifier la coordination des flux financiers et la réduction du risque lié à la cession de moyens financiers. Le service central des intermédiaires financiers est donc la prestation de transformation entre les différents besoins de chaque acteur concernant le montant (transformation de la taille du lot), le délai (transformation du délai) et les risques encourus (transformation des risques).

Le capital mis à disposition par les intermédiaires financiers et la prise de risque rendent possibles le développement économique et les investissements ou en cas de dommage, les investissements de remplacement, qui ne pourraient pas avoir lieu sans intermédiaires financiers ou seulement au prix de frais de transaction beaucoup plus élevés. De plus, les intermédiaires financiers soutiennent les entreprises de l'économie réelle dans le financement des projets, de l'immobilier, des exportations et des transactions. Par exemple, les banques ont mis 1 308,8 milliards de CHF sous forme de crédits à disposition de l'économie suisse et des ménages en 2014. Ce montant correspond au double du produit intérieur brut total de la Suisse (PIB; 642,3 milliards de CHF). En outre, les intermédiaires financiers aident les entreprises à se financer, à évaluer les risques et à élaborer des solutions viables. Il s'agit par exemple de différentes formes d'apport de capitaux, de transfert et de couverture des risques, de gestion de patrimoine, de solutions de prévoyance pour le personnel, de soutien en cas de fusion et de reprise ou de succession.

Les assurances offrent un meilleur horizon de planification aux ménages et aux entreprises et leur assurent une stabilité financière en les protégeant des dépenses et/ou des pertes de revenus attendues ou inattendues. À elles seules, les assurances vie privées ont géré en 2014 des sommes assurées et des rentes pour un montant de 1 244,0 milliards de CHF, soit à nouveau près du double du PIB suisse. De plus, les assureurs suisses (sans la sécurité sociale obligatoire) ont effectué en 2014 des versements à hauteur de 44,4 milliards de CHF ou 5 391 francs par personne, soit pratiquement autant que le salaire mensuel moyen (CHF 6 118). Les assurances permettent de libérer des capacités qui deviennent ainsi disponibles pour la prise de nouveaux risques. Ceci a des effets positifs sur les investissements de l'ensemble de l'économie et les activités innovantes.

3 Importance économique directe du secteur financier suisse

Le secteur financier fait partie des secteurs les plus importants de l'économie suisse. Un franc de valeur ajoutée sur dix est créé dans le secteur financier. Dans le canton de Zurich, il s'agit même de plus d'un franc sur cinq. Ce sont des valeurs très élevées en comparaison internationale. En matière de croissance, le secteur financier a été l'un des principaux moteurs de croissance de l'économie suisse sur les deux dernières décennies; et ce, malgré les conséquences considérables que l'éclatement de la bulle Internet et la crise financière et économique du nouveau millénaire ont eues sur l'évolution du secteur.

3.1 Valeur ajoutée

En 2014, le secteur financier a produit près de 61 milliards de CHF de valeur ajoutée brute, soit un franc sur dix du PIB suisse. Si cette part a baissé depuis la crise financière, le secteur financier reste néanmoins l'une des principales forces économiques suisses. Seuls le secteur public (18,9 %) et le commerce (14,5 %) le dépassent en importance dans l'ensemble de l'économie.

Structure

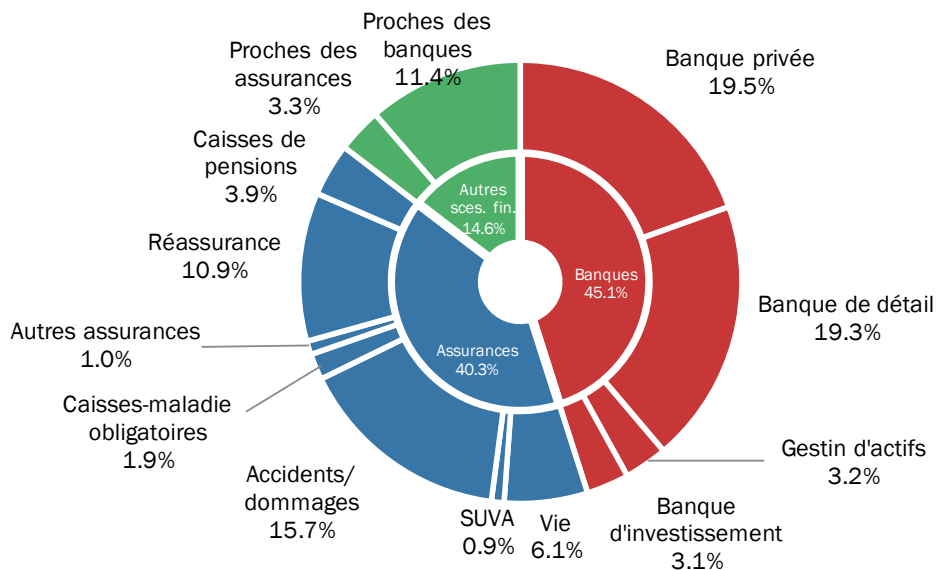
Au sein du secteur financier, ce sont les banques qui occupent la première place avec 27,5 milliards de CHF générés, soit 45,1 %. 2014 est la première année depuis la crise financière où les banques ont pu légèrement faire progresser leur part dans le secteur financier. Auparavant, la part des banques ne cessait de reculer compte tenu du développement rapide des Autres services financiers. Les assurances, quant à elles, ont su maintenir leur part dans le secteur financier à 40,3 % avec une valeur ajoutée de 24,6 milliards de CHF.

Les Autres services financiers comprennent les prestataires proches des banques, tels que les négociants en valeurs mobilières et les gestionnaires de patrimoine indépendants, et les prestataires proches des assurances, tels que les courtiers en assurances. Avec les services proches des banques, les banques ont réalisé en 2014 une valeur ajoutée brute nominale de 34,9 milliards de CHF. Pour les assurances, la valeur ajoutée s'élève à 26,1 milliards de CHF en incluant les services proches des assurances. Par rapport aux autres pays, le secteur financier suisse est ainsi bien diversifié.

La place financière suisse montre une forte prédilection pour la gestion de patrimoine (cf. fig. 3-1). La banque privée, activité auprès des particuliers fortunés, a représenté en 2014 environ un cinquième de la valeur ajoutée du secteur financier. La gestion d'actifs, assurée par les banques, a généré 3,2 autres pour cent.

Les assurances vie et les caisses de pensions, deux branches de l'assurance comportant une forte part de gestion de patrimoine, ont contribué pour respectivement 6,1 % et 3,9 % à la valeur ajoutée du secteur financier.

Fig. 3-1 Structure du secteur financier



Part des branches dans la valeur ajoutée brute nominale du secteur financier, en %, 2014;
 Proches des banques = bourses de valeurs mobilières/marchandises; négoce de valeurs mobilières/marchandises, direction de fonds, gestion de fonds;
 Proches des assurances = évaluation des risques/dommages, courtiers en assurances, caisses de compensation
 Écarts d'arrondis possibles
 Source: BAKBASEL

En 2014 aussi, la banque de détail a pesé pour près d'un cinquième du secteur financier.

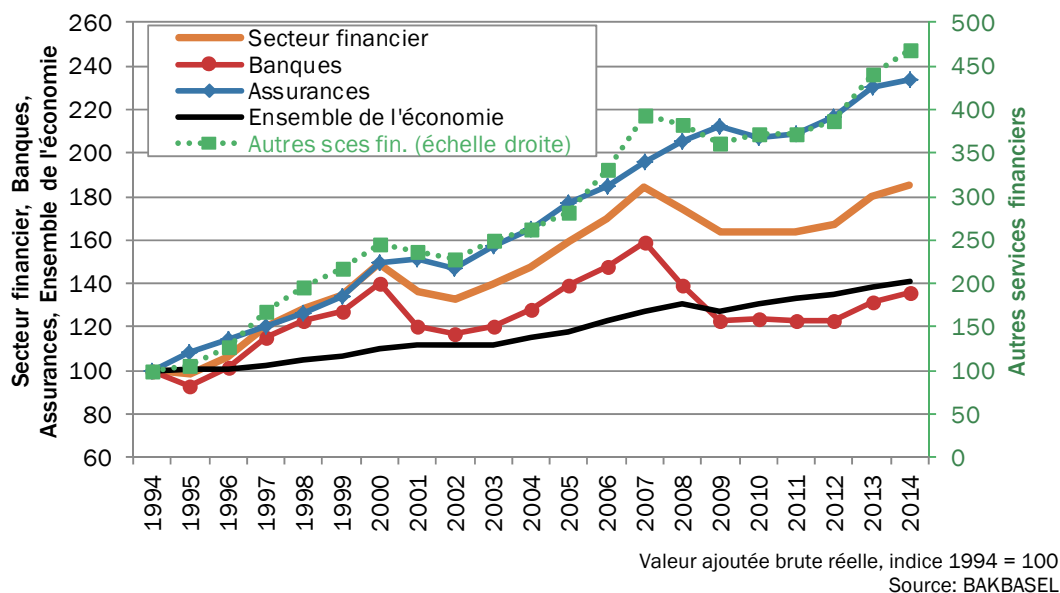
A contrario, l'importance de la banque d'investissement est plutôt réduite et a de nouveau légèrement reculé suite à la crise financière et économique. Cette tendance est tout à fait conforme à la stratégie des banques de ne pas suivre ce segment de façon expansionniste. De plus, les conditions cadres régissant ce secteur d'activité, qu'elles soient réglementaires (prescriptions renforcées en matière de capital) ou spécifiquement fiscales (par ex. droits de timbre) constituent un facteur limitant. Cependant, en tant que service aux clients, la banque d'investissement remplit une fonction essentielle pour l'ensemble de l'économie, notamment en donnant aux clients accès aux investisseurs nationaux et internationaux. Du point de vue économique, la banque d'investissement peut agir comme catalyseur du développement économique.

Dans le domaine des assurances, la hausse de la part de la réassurance par rapport à l'étude de l'année dernière saute aux yeux. Les nouvelles implantations de sociétés de réassurance, qui se sont multipliées au cours des dernières années, ont largement contribué à la progression de la part. De plus, la conjoncture et l'absence de dommages de pointe assurés dans les dernières années ont eu un effet très favorable sur l'évolution des réassureurs.

Évolution sur les 20 dernières années

La figure 3-2 montre l'évolution de la valeur ajoutée brute réelle dans le secteur financier et ses sous-secteurs ainsi que dans l'économie dans son ensemble au cours des 20 dernières années.

Fig. 3-2 Évolution de la valeur ajoutée réelle



Sur l'ensemble de la période, le secteur financier a enregistré une progression nettement plus forte que l'ensemble de l'économie. En 2014, alors que l'ensemble de l'économie était en hausse d'environ 40,8 % par rapport à 20 années en arrière, le secteur financier a quant à lui progressé de 85,5 % (+3,1 % p.a.).

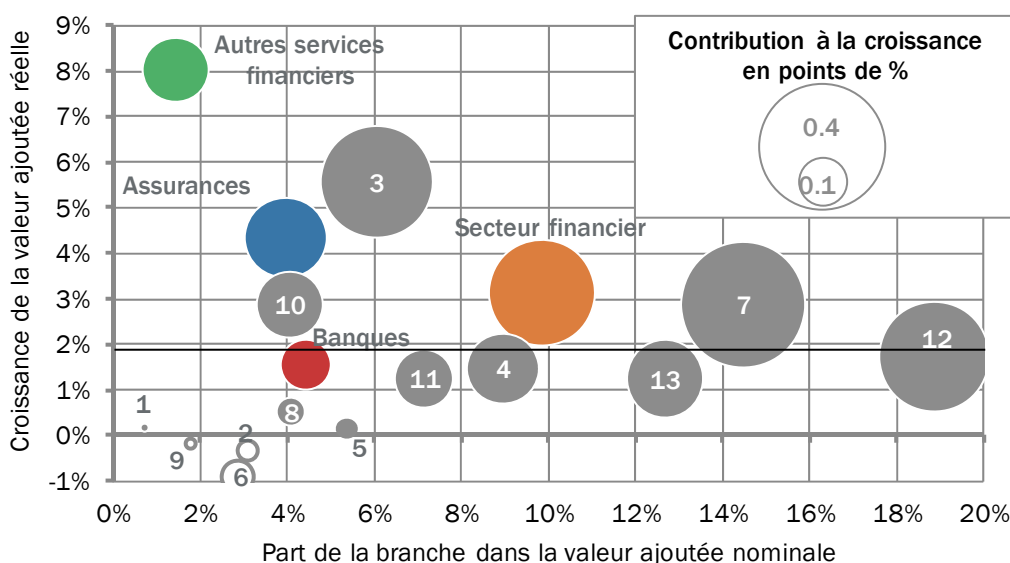
Si l'éclatement de la bulle Internet et les crises financière et économique se font aussi sentir d'une manière ou d'une autre dans les sous-secteurs du secteur financier, les trois branches ont toutefois évolué très différemment. En 2014, le secteur des assurances a plus que doublé par rapport à 1994. En moyenne, l'assurance a progressé de 4,3 % par an. Le secteur de la banque a progressé plus lentement et a grossi de 35,7 % entre 1994 et 2014. Sa croissance est donc plus faible que l'ensemble de l'économie (banques: +1,5 %; ensemble de l'économie: +1,7 %). Le repli de la valeur ajoutée entre 2007 et 2009 a largement freiné les banques dans leur expansion. Le secteur a commencé à se redresser trois années plus tard, à partir de 2012.

L'expansion des Autres services financiers est encore plus impressionnante que l'évolution des assurances. Entre 1994 et 2014, ils ont progressé en moyenne de 8 % par an. La rapidité de croissance des Autres services financiers a bénéficié de diverses impulsions. D'une part, la branche a fortement profité du déploiement de la numérisation, par exemple avec l'introduction de la bourse électronique en 1995 et l'apparition en force de nouveaux instruments financiers complexes. D'autre part, la branche a su profiter des mouvements d'externalisation des assurances (par exemple activités de courtier) et des banques (par exemple gestionnaires de patrimoine indépendants et fonds). Les gestionnaires de patrimoine externes affichent justement une croissance des volumes d'actifs gérés largement supérieure à la moyenne par rapport à la croissance générale des actifs dans les dépôts des clients.

Contribution à la croissance de l'ensemble de l'économie

L'évolution disparate des trois branches du secteur financier et leur influence sur l'évolution de l'ensemble de l'économie sont illustrées dans la figure 3-3. L'axe X indique l'importance, l'axe Y la croissance des diverses branches. La taille des cercles reflète la contribution des branches à la croissance de l'ensemble de l'économie entre 1994 et 2014. La contribution à la croissance peut être calculée approximativement par le produit de la croissance de la valeur ajoutée et de la part dans l'ensemble de l'économie.

Fig. 3-3 Contribution à la croissance des branches du secteur financier



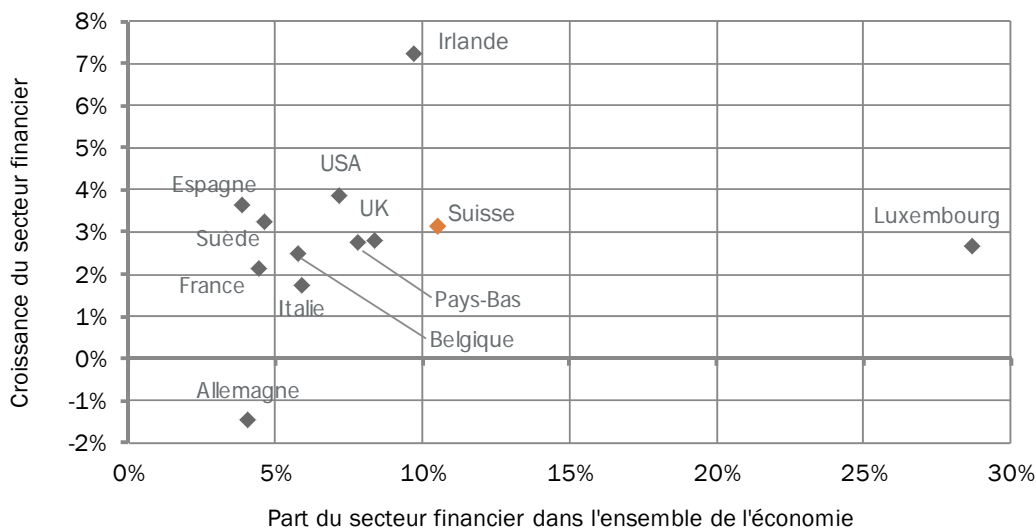
Axe horizontal: part de la branche dans la valeur ajoutée nominale de l'ensemble de l'économie en 2014 en %,
 Axe vertical: croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée brute réelle 1994-2014 en %,
 Contribution à la croissance 1994-2014 en points de %; ligne gris foncé = croissance de l'ensemble de l'économie
 1 = agriculture, sylviculture, chasse; 2 = biens de consommation; 3 = pétro-pharma-chimie; 4 = biens d'équipement;
 5 = bâtiment; 6 = autre sect. secondaire; 7 = commerce; 8 = transport et stockage; 9 = hôtellerie; 10 = information,
 communication; 11 = services aux entreprises; 12 = services publics; 13 = autre sect. tertiaire
 Source: BAKBASEL

Au cours des 20 dernières années, le secteur financier a généré chaque année 0,3 point de pourcentage ou 17 % de la croissance de l'économie suisse. Le secteur financier reste donc l'un des secteurs les plus importants de l'économie suisse. Seuls le commerce (de gros et de détail) (23 %), la pétro-pharma-chimie (18,5 %) et le secteur public (17,9 %) ont apporté une contribution à la croissance de l'ensemble de l'économie supérieure à celle du secteur financier. Grâce à une part élevée dans l'ensemble de l'économie et au fait que la valeur ajoutée des banques a remonté la pente au cours de deux dernières années, le secteur financier a su fournir en 2014 une contribution plus importante à la croissance de l'économie suisse que les années précédentes. Les années qui ont suivi la crise financière ont mis à rude épreuve le développement de la valeur ajoutée du secteur financier, d'où la baisse d'importance du groupe de branches pour la croissance de l'économie suisse. En 2012 cependant, le secteur financier semble avoir réussi à inverser la tendance, devenant à nouveau un secteur plus important pour la croissance de l'ensemble de l'économie.

Comparaison internationale

En matière de contribution à la valeur ajoutée brute de l'ensemble de l'économie, le secteur financier suisse se place toujours parmi les premiers au monde (cf. fig. 3-4). La forte orientation à l'export du secteur financier suisse explique largement cette prééminence en comparaison internationale. La gestion de patrimoine internationale occupe une place prépondérante en Suisse. D'après les estimations du Boston Consulting Group, un quart du patrimoine international a été géré en Suisse en 2014.³ La Suisse a ainsi pu maintenir sa position sur le marché malgré des restrictions d'accès au marché des pays de l'UE. Même si les actifs des marchés asiatiques en plein boom sont plutôt gérés à Singapour et à Hong Kong, la Suisse profite aussi de la forte croissance de ces régions. De plus, le pays jouit avec la place de Zurich d'une position confortable dans la réassurance mondiale. D'après les estimations de Morgan Stanley, près d'un dixième des opérations mondiales de réassurance est traité à Zurich. Zurich occupe ainsi le premier rang, devant les Bermudes et Londres.

Fig. 3-4 Croissance de la valeur ajoutée du secteur financier en comparaison internationale



Axe vertical: croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée brute réelle 1994-2014 en %,
Axe horizontal: part dans la valeur ajoutée nominale de l'ensemble de l'économie régionale 2014 en %
Source: BAKBASEL

Ces deux dernières décennies, le secteur financier suisse a évolué sensiblement au même rythme que les principales places financières, avec une croissance moyenne de la valeur ajoutée réelle de 3,1 % par an. Les taux d'expansion annuels moyens sur la période observée dans tous les secteurs financiers nationaux étudiés ici se situent dans une fourchette allant de 7,2 % en Irlande à -1,5 % en Allemagne. Si l'on fait abstraction de ces deux extrêmes, les secteurs financiers ont connu une évolution très similaire dans tous les pays sur l'ensemble de la période, avec des taux de croissance allant de 1,7 (Italie) à 3,9 % (USA).

³ The Boston Consulting Group; «Global Wealth 2015: Winning the Growth Game»
<https://www.bcgperspectives.com/content/articles/financial-institutions-growth-global-wealth-2015-winning-the-growth-game/>

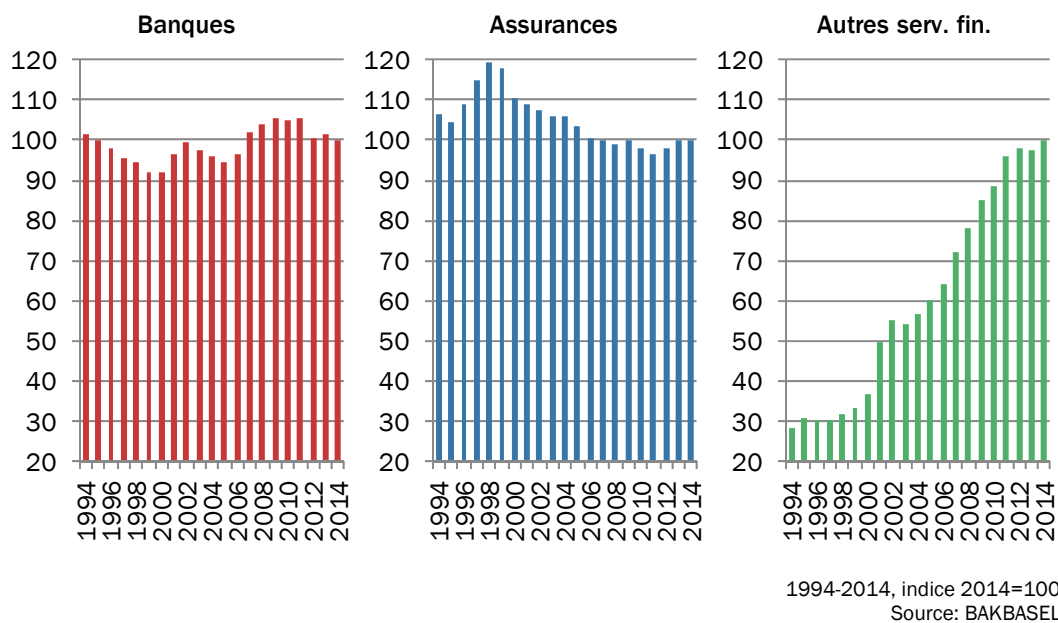
3.2 Emploi⁴

En 2014, l'ensemble du secteur financier représentait près de 218 000 postes en équivalents temps plein (ETP). 54,6 % de ces postes, soit environ 119 000 ETP étaient fournis par les banques.⁵ La part des employés des banques dans le total du secteur financier est donc plus importante que la part de valeur ajoutée (45,1 %). C'est le contraire dans les assurances. Elles employaient 24 % du secteur financier, soit 52 307 équivalents temps plein, alors que la part de valeur ajoutée de l'assurance dans le secteur financier s'élevait à 40,3 %. Les Autres services financiers employaient en 2014 environ 46 700 équivalents temps plein, soit 21,4 % du secteur financier.

Les assurances ont externalisé vers d'autres branches une grande partie des activités nécessitant beaucoup de personnel, telles que le courtage, alors que les banques assurent elles-mêmes les services nécessitant beaucoup de personnel, tels que l'accueil au guichet ou le conseil. Ainsi, la productivité globale des employés (valeur ajoutée par employé) est plus élevée dans les assurances que dans les banques.

En matière de productivité horaire (valeur ajoutée par heure travaillée) aussi, les assurances présentent les valeurs les plus élevées du secteur financier. En 2014, 240,8 CHF de valeur ajoutée par heure travaillée ont été générés dans les assurances. C'est plus du triple de ce que génère une heure en moyenne dans l'ensemble de l'économie (80,7 CHF).

Fig. 3-5 Évolution du nombre d'employés [ETP] dans le secteur financier



⁴ À la différence des éditions précédentes de cette étude, nous utilisons désormais la notion d'équivalent temps plein, fondée sur le concept d'emploi (auparavant concept d'actif).

⁵ Le nombre d'employés présenté dans cette étude pour les banques diffère de la statistique de la BNS en ce qui concerne la délimitation et la méthode de recensement (cf. à ce sujet le tableau 8-2 en annexe). D'après la statistique de la BNS, les banques suisses employaient environ 104 000 équivalents temps plein en 2014.

Avec 117,8 CHF/heure, la productivité horaire des banques s'élevait en 2014 à bien 1,5 fois la moyenne de l'ensemble de l'économie. Elle a été très affectée par la dernière crise financière. Elle se montait encore à 160,7 CHF en 2007, soit plus du double de la moyenne de l'ensemble de l'économie. Lors de la crise financière, les recettes et la valeur ajoutée des banques ont fortement diminué, alors que les effectifs et les heures de travail ont peu bougé, d'où un recul de la productivité en raison de la demande.

Les assurances quant à elles ont ressenti bien moins fortement la crise financière et ont rapidement retrouvé une forte croissance. Dans le même temps, les effectifs ont été réduits entre 1999 et 2011. Le total des heures travaillées a également diminué dans les assurances. Au final, il en résulte une hausse considérable de la productivité horaire.

La principale explication de la hausse de la productivité horaire dans les assurances est l'intensité capitalistique de ce secteur. Plus un poste de travail représente de capital, plus sa productivité tend à être élevée. La valeur élevée des placements due à des garanties d'assurance de longue durée contribue à l'intensité capitalistique des assurances. Les placements font également augmenter les actifs des assurances.

En 2014, le nombre de postes en équivalents temps plein du secteur financier a stagné (-0,1 %). La suppression de quelque 1 460 postes en équivalents temps plein dans les banques (-1,2 %) a été contrebalancée par une hausse importante des effectifs dans les Autres services financiers (+2,4 %). Les assurances ont maintenu le nombre de postes en équivalents temps plein au niveau de l'année précédente (+0,1 %).

Comme pour la valeur ajoutée, le secteur des Autres services financiers a tiré profit des externalisations opérées par les assurances et les banques. On peut supposer que la numérisation a donné d'autres impulsions. Il en a résulté vraisemblablement un élan supplémentaire au cours des dernières années, d'autant plus qu'une majorité des sociétés Fintech indépendantes⁶ devraient être précisément comptabilisées dans ce secteur.

Sur la période 1994-2014, le nombre d'employés en équivalents temps plein s'est développé dans le secteur financier (+0,7 %) à un rythme pratiquement identique à celui de l'ensemble de l'économie (+0,8 %).

⁶ Les sociétés Fintech indépendantes sous-entendent qu'elles ne font partie ni d'un intermédiaire financier, ni d'une société d'information et de communication.

4 Importance du secteur financier pour les autres branches de l'économie suisse

Le secteur financier tient une part importante des performances de l'ensemble de l'économie et contribue ainsi substantiellement à la prospérité suisse. Cependant, la grande importance économique du secteur financier ne se manifeste pas que dans la valeur ajoutée et dans le nombre d'employés. L'importance économique effective du secteur financier est sous-estimée du fait d'une approche purement partielle. D'une part, la demande du secteur financier en matière de prestations préalables d'autres secteurs suscite d'autres effets sur la valeur ajoutée. D'autre part, les revenus des travailleurs du secteur financier bénéficient également à l'économie suisse sous la forme de dépenses de consommation privée des employés d'autres branches.

4.1 Approche méthodique

En 2014, les entreprises du secteur financier suisse ont acheté auprès d'autres entreprises des biens et services à hauteur de 41 milliards de CHF pour réaliser leurs prestations. L'interdépendance au sein du secteur financier est considérable. En moyenne, les prestataires financiers et les assurances ont acheté seulement 45,8 % de leurs prestations préalables auprès d'entreprises hors secteur financier. Il s'agit par exemple de cabinets de conseil, de sociétés de services informatiques ou de cabinets d'audit et de révision.

De plus, beaucoup de fournisseurs suisses de biens de consommation et de prestations de services profitent du pouvoir d'achat des employés du secteur financier. Par ailleurs, les places financières internationalisées telles que Zurich et Genève recrutent leur personnel à l'étranger. Cette immigration profite à des branches de l'économie qui se concentrent sur les services aux expatriés (travailleurs détachés temporairement en Suisse) ou aux nouveaux arrivants permanents (relocation, aide à la recherche d'un logement, vente/location d'immobilier, conseil fiscal, fourniture de permis de travail, services d'intégration tels que les cours de langue, etc.). De plus, le personnel international est très demandeur d'écoles internationales, de professeurs particuliers et d'au-pairs.

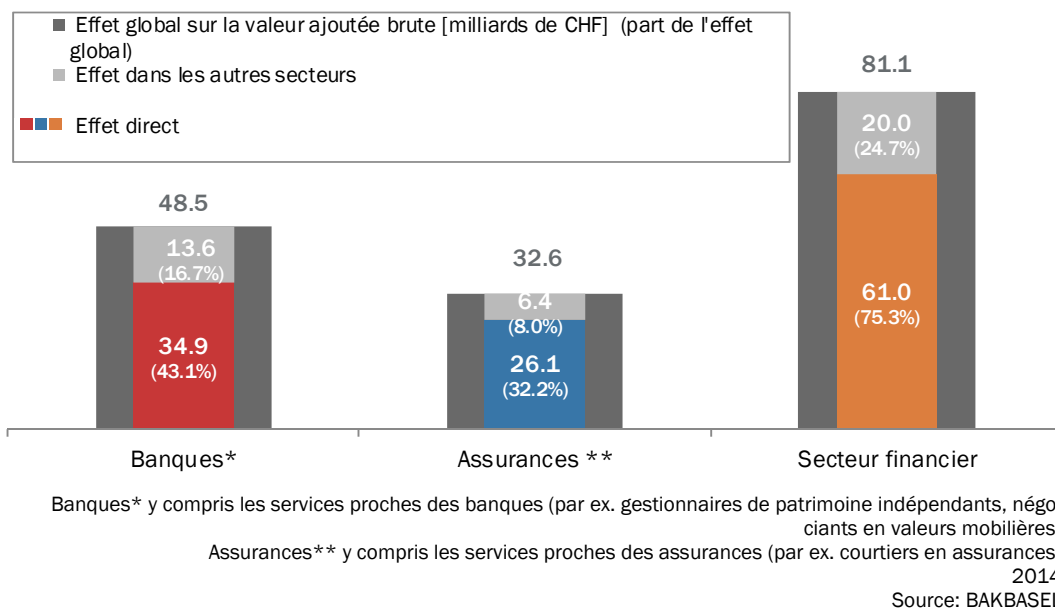
La présente étude d'impact tient expressément compte de ces réflexions, en procédant, au moyen d'un modèle, à une intégration verticale sur tout le processus de production, ce qui permet de quantifier l'importance effective du secteur financier pour l'économie suisse. Par exemple, on tient compte du fait que de nombreuses entreprises du secteur des services aux entreprises (services informatiques, conseils, etc.) font partie du cluster de services des places financières suisses. Une partie de la valeur ajoutée brute générée dans ces entreprises provient de la demande en services du secteur financier. Mais d'autres prestations préalables, comme les prestations de construction nécessaires au secteur financier génèrent également (dans le secteur de la construction) de la valeur ajoutée ou des emplois supplémentaires. De leur côté, les branches fournisseuses achètent elles aussi des biens et services à d'autres entreprises, ce qui génère ici aussi de la valeur supplémentaire.

4.2 Résultats

4.2.1 Effets sur la valeur ajoutée

En 2014, le secteur financier a produit 61 milliards de CHF de valeur ajoutée brute, soit une part de 9,8 % dans la performance économique globale de la Suisse. C'est donc un franc de valeur ajoutée sur dix qui est créé dans le secteur financier suisse.

Fig. 4-1 Effets effectifs sur la valeur ajoutée



Avec environ 34,9 milliards de CHF de valeur ajoutée, les banques (y compris les services proches de banques) ont généré 5,6 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie, les assurances (y compris les services proches des assurances) 4,2 % avec 26,1 milliards de CHF. Ensemble, les banques et les assurances ont dépensé en 2014 41 milliards de CHF pour l'achat de prestations préalables. Outre la demande en prestations préalables, la demande de consommation des employés du secteur financier a également déclenché des flux de demande dans le commerce et l'artisanat locaux. En 2014, la somme des salaires et traitements bruts du secteur financier s'élevait à 32,7 milliards de CHF.

La demande en prestations préalables et en consommation des employés profite à des entreprises hors secteur financier sous la forme d'une valeur ajoutée brute de 20.0 milliards de CHF. À titre de comparaison, le PIB du canton de Bâle-Campagne a atteint en 2014 une valeur de 19,9 milliards de CHF; l'industrie des biens de consommation a produit en 2014 19,6 milliards de valeur ajoutée. Pour chaque franc de valeur créé dans le secteur financier, ce sont 33 centimes de valeur qui sont créés en plus dans des entreprises d'autres secteurs de l'économie suisse.

Les effets effectifs sur la valeur ajoutée du secteur financier s'élevaient ainsi en 2014 à 81 milliards de CHF. Ce sont donc 13 % de la valeur ajoutée brute de l'ensemble de l'économie suisse qui sont imputables directement ou indirectement à l'activité économique du secteur financier.

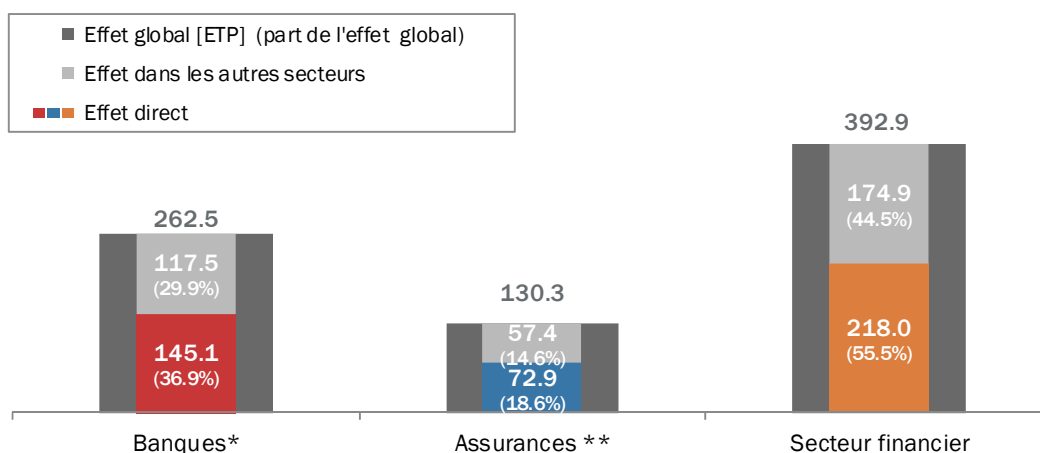
4.2.2 Effets sur l'emploi

En 2014, quelque 255 000 personnes étaient employées par le secteur financier. En tenant compte du système de temps partiel, cela équivaut à 218 000 postes en équivalents temps plein. Du fait de la demande en prestations préalables des établissements financiers et de la demande en consommation de leurs employés, beaucoup de postes de travail sont indirectement liés à l'activité économique du secteur financier.

Étant donné que l'ensemble du processus de valeur ajoutée implique une grande part de services nécessitant beaucoup de personnel en tant que prestations préalables et que les secteurs de l'économie nécessitant beaucoup de personnel ont également tendance à profiter de la consommation des employés (commerce et artisanat), le coefficient multiplicateur de l'emploi (rapporté aux personnes: 2,0; rapporté aux ETP: 1,8) est bien plus élevé que le coefficient multiplicateur de la valeur ajoutée (1,3).

Ainsi, les effets globaux sur l'emploi sont deux fois plus élevés que l'emploi dans le secteur financier même et s'élèvent à 497 000 personnes. Exprimés en équivalents temps plein, les effets sur l'emploi s'établissent à 393 000 postes de travail, soit une part de 9,9 % du nombre de postes de travail de l'ensemble de l'économie.

Fig. 4-2 Effets effectifs sur l'emploi [ETP]



Effet sur l'emploi en équivalents temps plein. Banques* y compris les services proches des banques (par ex. gestionnaires de patrimoine indépendants, négociants en valeurs mobilières). Assurances** y compris les services proches des assurances (par ex. courtiers en assurances)

2014

Source: BAKBASEL

5 Importance du secteur financier et du marché financier pour les recettes fiscales des pouvoirs publics

L'importance fiscale du secteur financier et du marché financier vient d'une part de ce que les revenus et bénéfices liés aux effets de valeur ajoutée sont soumis à l'imposition directe de la Confédération, des cantons et des communes. D'autre part, la Confédération lève des impôts indirects sur les transactions financières et l'achat de services financiers.

Imposition directe des personnes physiques et morales

Avec l'imposition des revenus et bénéfices, qui sont directement liés à l'activité économique des institutions financières, la Confédération, les cantons et les communes ont levé en 2014 des recettes fiscales estimées à 9,1 milliards de CHF. La principale source de recettes est l'impôt sur le revenu des employés.

Si l'on tient compte des effets fiscaux produits indirectement via les effets sur la valeur ajoutée dans d'autres secteurs, l'effet fiscal total de la production des services financiers est estimé à 11,3 milliards de CHF. À titre de comparaison, les dépenses de la Confédération pour les groupes de tâches «Trafic», «Protection de l'environnement et aménagement du territoire» et «Ordre et sécurité publique» s'élevaient en 2014 à un total de 10,7 milliards de CHF.

Imposition indirecte des services financiers

Aux effets fiscaux produits par l'activité économique des institutions financières viennent s'ajouter d'autres effets fiscaux liés à l'imposition indirecte des services financiers ou des transactions financières.

Dans les banques, cela concerne la TVA sur les services bancaires (2,9 milliards de CHF) ainsi que les droits de timbre (droit de timbre d'émission et de négociation; 1,1 milliard de CHF) et l'impôt anticipé (3,1 milliards de CHF) sur les transactions confiées par les clients à une banque.

Dans les assurances, ce sont surtout les droits de timbre qui pèsent dans le budget. En 2014, les recettes fiscales du timbre d'assurance se sont élevées à 706,9 millions de CHF. De plus, les services d'assurances sont largement grevés par la «taxe occulte»⁷, qui n'est pas prise en compte dans la présente analyse.

En 2014, l'imposition indirecte des services financiers a généré des recettes fiscales estimées à 7,8 milliards de CHF au total, soit l'équivalent du budget pour financer en 2014 les dépenses fédérales pour la défense nationale (4,3 milliards de CHF) et l'agriculture et l'agro-alimentaire (3,7 milliards de CHF).

⁷ La taxe occulte provient surtout des recettes exclues de la TVA. Comme l'impôt préalable ne peut pas être déduit de ces recettes, une taxe occulte pèse sur les charges de biens et services nécessaires à la réalisation de ces recettes.

Effet fiscal global

L'effet fiscal global lié aux services financiers et transactions financières est ainsi estimé à 19,1 milliards de CHF en 2014, soit environ 14,2 % des recettes fiscales totales de la Confédération, des cantons et des communes, ou près de la moitié des dépenses totales de la Confédération pour la prévoyance sociale (21,4 milliards de CHF).

Tab. 5-1 Effets fiscaux directs et indirects 2014 [milliards de CHF]

	Banques*	Assurances **	Secteur financier
Impôts concernant le secteur financier	6.8	4.5	11.3
Effet direct (1)	5.4	3.8	9.1
Effet dans les autres secteurs (2)	1.4	0.7	2.1
Impôts concernant le marché financier			7.8
TVA (3)			2.9
Impôt anticipé (4)			3.1
Droits de timbre (5)			1.8
Effet fiscal global			19.1

En milliards de CHF

- (1) Comprend l'impôt sur le revenu des employés (estimation de BAKBASEL) et l'impôt sur le bénéfice et le capital des entreprises (données de l'ASB sur les banques et de la FINMA sur les assurances privées)
- (2) Estimation de BAKBASEL
- (3) Sur la base de la statistique de la TVA 2013, extrapolation pour 2014
- (4) Part des banques selon les estimations de l'ASB. Se rapporte à l'impôt anticipé non réclamé sur les transactions confiées par les clients à une banque.
- (5) Part des banques (1,1 milliard de CHF) selon les estimations de l'ASB. Se rapporte aux droits de timbre sur les propres transactions et sur les transactions confiées par les clients à une banque

Sources: ASB, FINMA, AFC, AFF, BAKBASEL

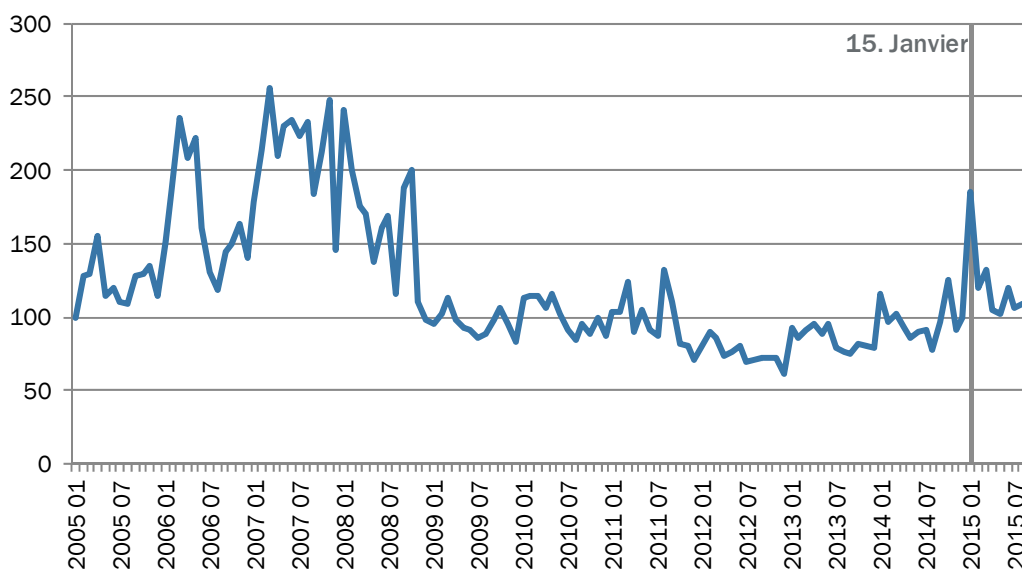
6 Perspectives pour le secteur financier suisse

Non seulement le secteur financier était jusqu'à présent un facteur économique important, mais il devrait aussi à l'avenir apporter une contribution essentielle à la prospérité de la Suisse. À court terme, le secteur financier doit faire face aux défis que sont le franc fort et les taux d'intérêts bas, sans parler de l'enjeu de la numérisation. À long terme, la croissance sera soutenue par les gains de productivité.

6.1 Contexte conjoncturel

Les principales banques centrales ont continué à pratiquer une politique monétaire très expansionniste au premier semestre 2015, ce qui n'a pas changé grand chose à la faiblesse persistante des taux d'intérêt et à l'inflation du prix des titres et de l'immobilier. Bien au contraire, la décision de la Banque Nationale Suisse d'abolir le cours plancher de 1,20 franc pour 1 euro et de continuer à baisser l'intérêt négatif sur les avoirs en comptes de virement n'a fait que durcir le contexte des taux d'intérêt bas. Cela a fondamentalement changé la donne de départ pour les entreprises exportatrices nationales, dont font partie entre autres les activités de gestion de patrimoine. En moyenne, on payait en août 2015 1,08 franc pour 1 euro. Cela correspond à une appréciation du franc suisse de 10,2 % par rapport au cours plancher de 1,20 franc pour 1 euro. Le franc suisse a connu une appréciation similaire, quoique moins prononcée, par rapport à la plupart des autres devises. Le succès et la valeur ajoutée des entreprises exportatrices dépendent ainsi de leur capacité à répercuter la hausse des prix sur les clients ou à baisser les coûts qui sont en francs suisses. Toujours est-il que les investissements de ces entreprises devraient reculer à court terme.

Fig. 6-1 Transactions boursières à la SIX Swiss Exchange

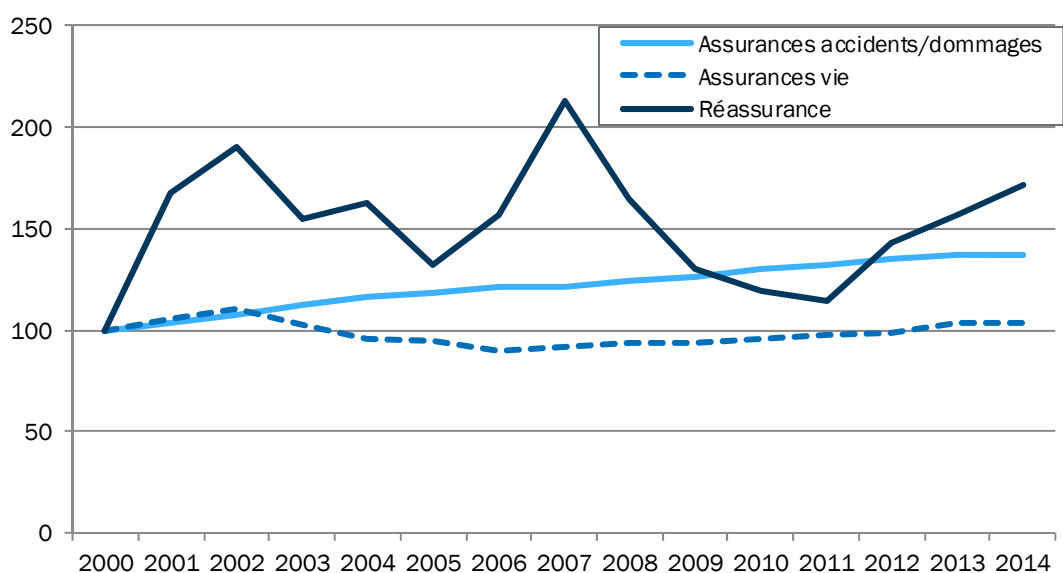


Transactions boursières à la SIX Swiss Exchange, janvier 2005 – août 2015, indice janvier 2005 = 100
Source: SIX Swiss Exchange

La soudaine appréciation du franc au début de l'année et les incertitudes pesant sur l'économie suisse ont exacerbé la nervosité du marché suisse des actions et conduit à une hausse brutale du nombre de transactions (cf. fig. 6-1). En janvier 2015, les volumes de transactions boursières ont augmenté de 59,2 % par rapport au même mois de l'année précédente. La situation a connu une légère accalmie jusqu'en août, bien que les volumes de transactions soient restés de 40,9 % supérieurs par rapport au même mois de l'année précédente. La forte activité boursière devrait avoir des effets positifs sur les opérations de commissions et de prestations de services des banques. En général, les banques sont touchées par les pertes de change sur les valeurs en dépôt effectuées en devises étrangères, ce qui a des impacts négatifs sur le volume des actifs gérés en francs suisses et donc sur les produits des commissions.

L'intérêt négatif que prélève la BNS sur les avoirs en comptes de virement (actuellement -0,75 % p.a.), qui excèdent un montant exonéré en fonction des établissements, vient directement grever les banques et les autres établissements financiers qui conservent des fonds à la BNS. Les banques le répercutent partiellement sur les gros clients et sur le marché interbancaire, ce qui élargit considérablement le cercle des acteurs concernés, par exemple aux assurances et aux caisses de pensions. Jusqu'ici, aucun intérêt négatif direct n'a été prélevé sur les opérations de dépôts des petits épargnants et des PME. Pour contrecarrer la diminution des marges dans les opérations d'intérêts, bon nombre de banques ont cependant augmenté les taux hypothécaires à long terme au cours du premier semestre 2015. La modification des coûts de couverture de taux d'intérêt a entraîné au cours du premier semestre 2015 de grandes disparités dans l'évolution des résultats des opérations d'intérêts des banques. Dans l'ensemble, la pression exercée sur les marges d'intérêts devrait être aussi forte que les années précédentes.

Fig. 6-2 Primes encaissées par les assurances privées



Primes brutes comptabilisées, activités suisses, assurances privées, 2000-2014, indice 2000=100
Source: FINMA

En ce qui concerne les assurances, la situation des taux d'intérêt a continué à se détériorer dans l'ensemble, aggravant du même coup l'état d'urgence en matière de

placements, en particulier pour les assurances vie et les caisses de pensions. Celles-ci investissent bien la moitié des fonds gérés dans des placements à taux fixe. C'est pourquoi les garanties d'intérêts sur certains anciens produits d'assurance vie pèsent sur la réussite commerciale et la valeur ajoutée. En outre, les salaires assurés n'ont guère augmenté. Certes, les incertitudes pesant sur l'évolution de la prévoyance publique viennent renforcer les besoins en prévoyance privée. Mais son attractivité souffre aussi de la faiblesse des intérêts. Dans l'ensemble, les primes encaissées par les assurances vie suisses ont stagné en 2014 (-0,15 %) (cf. fig. 6-2). Les assurances dommages aussi ont tout juste réussi à maintenir leurs primes encaissées en 2014 (+0,0 %). Sur un marché suisse saturé, le potentiel de hausse des primes encaissées est limité. En l'absence de gros sinistres pendant plusieurs années, les assureurs dommages bénéficient d'une excellente capitalisation. Cette situation a des répercussions négatives sur l'évolution des primes chez les réassureurs. De plus, une situation de suroffre sur le marché de la réassurance pèse sur les primes, avec un capital alternatif se présentant sous la forme de titrisations de risques d'assurance comme les obligations catastrophes. Néanmoins, les réassureurs suisses ont réussi jusqu'ici à augmenter nettement leurs primes encaissées (+9,0 %).

Banques

La pression accrue de la concurrence et la situation conjoncturelle en Suisse ont tendance à réduire les marges. En particulier la régulation entraîne les coûts à la hausse, tandis que la numérisation, bien que nécessitant des investissements initiaux élevés, permet par la suite de réduire les frais courants. L'évolution de la gestion de patrimoine internationale est freinée d'une part par le traitement du passé et les incertitudes relatives à l'accès futur au marché. De plus, on observe le déplacement d'une clientèle privée à une clientèle institutionnelle en matière de gestion de patrimoine, ce dernier segment offrant la plupart du temps des marges plus faibles. D'autre part, les volumes des actifs gérés poursuivent leur progression, sous l'effet de la croissance des actifs à l'échelle internationale et du besoin supplémentaire en prévoyance privée. Les frais de transaction aussi, avec l'augmentation des opérations boursières, sont sur le chemin de la croissance. Dans l'ensemble, les commissions encaissées par les banques devraient cependant peu évoluer.

Tab. 6-1 Moteurs de développement des banques

	Évolution actuelle
Commissions encaissées	→
Marge d'intérêts	→
Demande de crédit	→
Employés en équivalents temps plein	↓
	Facteurs d'influence pour la suite de l'évolution
Conjoncture générale	↗
Régulation	↓
Thématique transfrontalière	→
Évolution des marges	↓
Gains d'efficacité	↗
Hausse des actifs financiers des particuliers	↑

Source: BAKBASEL

Le marché hypothécaire devrait continuer à soutenir l'évolution de la valeur ajoutée, essentiellement par la croissance des volumes. De plus, les investissements et l'embellie conjoncturelle des pays voisins donnent des impulsions positives. À partir de 2016, l'économie suisse devrait de nouveau connaître une croissance plus forte. Les banques devraient en profiter via la hausse des actifs financiers sur le territoire national et la progression prévisible de la demande de l'étranger.

Assurances

Le ralentissement soudain de l'évolution économique de la Suisse a également donné un coup de frein à l'assurance. Le revirement des taux d'intérêt ne devrait se produire qu'à moyen terme, d'où une situation qui reste toujours précaire pour les assurances. En revanche, la hausse continue des cours des actions devrait avoir une influence positive sur les résultats d'investissement du secteur des assurances, en particulier des caisses de pensions. Les taux d'intérêt bas offrent des perspectives peu reluisantes, en particulier pour les assurances vie et les caisses de pensions. À court terme, BAKBASEL s'attend à des performances plutôt inférieures à la moyenne de la part de ces deux secteurs de l'assurance. Cependant, les assurances vie profitent de la faiblesse des caisses de pensions, laquelle tend à augmenter la demande de prévoyance privée.

L'année prochaine, l'évolution conjoncturelle attendue en Suisse devrait fournir des impulsions positives pour les assurances, en particulier dans le domaine des assurances dommages et accidents. Sur un marché suisse saturé, le potentiel de hausse des primes encaissées est cependant limité. Dans le secteur de la réassurance en général, l'intensification de la concurrence tire les prix vers le bas. En outre, les assureurs directs sont actuellement parfaitement capitalisés et réduisent leur demande de prestations de réassurance. Les réassureurs profitent toutefois de l'évolution des marchés de l'assurance dans les pays émergents. De par leur taille importante et leur présence internationale, les réassureurs sont mieux préparés à assumer certains nouveaux risques internationaux que les assureurs directs, ce qui ouvre de nouveaux champs d'activité. La régulation donne des impulsions plutôt négatives. L'adaptation aux nouvelles règles, par exemple le «Own Risk and Solvency Assessment», vient augmenter les coûts chez les assurances aussi. En outre, les assouplissements du SST accordés par la FINMA en 2012 (soit la possibilité d'évaluer les engagements d'assurance avec une courbe de taux risqués à la place d'une courbe de taux sans risque) expireront fin 2015.

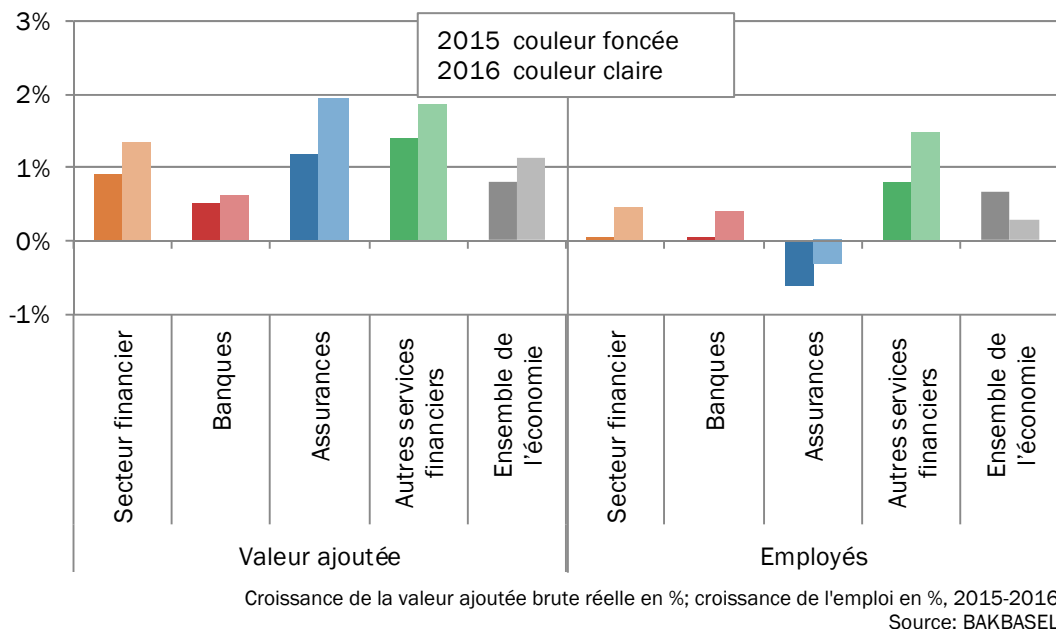
Tab. 6-2 Moteurs de développement des assurances

	Évolution actuelle
Actifs des particuliers	↗
Taux d'intérêts (emprunt)	↘
Employés en équivalents temps plein	→
Facteurs d'influence pour la suite de	
Conjoncture générale	↗
Taux d'intérêts (long terme)	↗
Évolution démographique et immigration	↗
Régulation accrue	↘

Source: BAKBASEL

6.2 Prévisions conjoncturelles 2015/2016

Fig. 6-3 Prévisions de valeur ajoutée et de nombre d'employés dans le secteur financier



Selon les prévisions, le ralentissement conjoncturel dû au franc fort contiendra la valeur ajoutée dans les banques à 0,5 % jusqu'à la fin 2015. C'est un peu moins que la croissance de l'ensemble de l'économie (+0,8%). Pour 2016, BAKBASEL ne table pas encore sur une éventuelle accélération de la croissance de la valeur ajoutée des banques (+0,6 %). À court terme, le secteur bancaire ne connaîtra pas de progression de grande ampleur: en effet, les exigences accrues des clients en matière de transparence, les nouvelles normes réglementaires et le durcissement de la pression concurrentielle ne laissent que peu de latitude pour augmenter les marges. En outre, il s'avère nécessaire d'investir dans la restructuration, l'industrialisation et les technologies financières.

Les assurances sont freinées moins fortement que les banques par le creux conjoncturel du premier semestre 2015. Selon les prévisions, le secteur des assurances affiche une croissance de 1,2 % en 2015, soit supérieure à celle de l'ensemble de l'économie (+0,8 %). Pour 2016, BAKBASEL table sur une accélération de la croissance à 1,9 %.

Les Autres services financiers présentent les plus fortes performances. Ils connaîtront une croissance de la valeur ajoutée réelle de 1,4 % en 2015 et de 1,9 % en 2016. La hausse persistante du marché boursier donne des impulsions positives. En outre, la tendance des clients à confier de plus en plus leur argent à des gestionnaires de patrimoine indépendants plutôt qu'à des banques directement, devrait perdurer, au moins à court terme. Les perspectives positives pour les Autres services financiers s'expliquent également par la numérisation croissante des banques et des assurances et les externalisations qui y sont liées. Les nombreuses nouvelles sociétés Fintech devraient justement relever statistiquement du secteur des Autres services financiers, dans la mesure où elles ne sont pas créées ou achetées par une banque ou une entreprise d'information et de communication.

6.3 Perspectives à l'horizon 2025

Banques

Les mutations en cours dans le secteur bancaire, notamment l'industrialisation et la numérisation, améliorent la productivité à long terme. À la tendance globalement positive, due à la croissance générale de l'économie et des actifs suisses, à l'embellie de la conjoncture dans la zone euro et à l'évolution dans les pays émergents, viennent s'ajouter des gains d'efficacité qui donnent un coup de pouce supplémentaire à la croissance des banques. Dans ses prévisions de base, BAKBASEL part du principe que les incertitudes juridiques liées à la thématique transfrontalière seront levées d'ici 2020 et que la gestion de patrimoine internationale retrouvera une certaine stabilité. La demande future des clients à l'étranger, la levée des obstacles actuels à l'accès au marché de l'UE et les solutions retenues seront décisives à cet égard. La stabilité économique, la monnaie forte et le personnel hautement qualifié de la Suisse continueront à rendre la gestion de patrimoine suisse attractive, ce qui permettra à la place financière suisse de maintenir sa position dans la concurrence internationale.

Selon toutes probabilités, les taux de croissance du secteur bancaire ne devraient toutefois pas atteindre les niveaux d'avant la crise et des années 1990. Sur l'ensemble de la période 2015-2025, les taux de croissance devraient, avec 1,8 % par an en moyenne, évoluer légèrement plus rapidement que dans l'ensemble de l'économie (+1,6 % p.a.).

Les gains d'efficacité et de productivité brideront cependant la croissance future du nombre d'employés. Pour la période 2015-2025, BAKBASEL table sur une croissance du nombre d'employés (en équivalents temps plein) dans les banques (+0,5 % p.a.). Les banques suivent ainsi exactement l'expansion de l'ensemble de l'économie (+0,5 % p.a.). L'augmentation «seulement» moyenne des effectifs, avec dans le même temps une croissance de la valeur ajoutée supérieure à la moyenne, reflète les gains de productivité attendus dans les banques.

La transformation structurelle du secteur bancaire constitue un facteur de risque pour les prévisions. Il est encore difficile de dire si la percée la chaîne de valeur ajoutée dans le secteur bancaire déclenchera aussi des décalages dans d'autres branches. Certaines activités relevant des banques, avec leur valeur ajoutée et les employés qui leurs sont associés, pourraient à l'avenir être imputées à d'autres secteurs, par exemple aux Autres services financiers ou aux technologies de l'information. La valeur ajoutée directe et le nombre d'employés directs des banques s'en verraient diminués. En revanche, les interdépendances augmenteraient et les effets indirects sur la valeur ajoutée et l'emploi progresseraient. On peut cependant supposer que les sociétés Fintech, en tant que bénéficiaires potentiels de tels transferts, soient à comptabiliser dans le secteur des Autres services financiers et, ce faisant, toujours dans le secteur financier.

Assurances

Dans les assurances aussi, on escompte une évolution légèrement supérieure à la moyenne à moyen et long termes (+1,9 % p.a.). L'évolution démographique positive à long terme élargit le marché domestique par ailleurs assez saturé du secteur des assurances. La dynamique de l'ensemble de l'économie fait croître les revenus et les actifs des acteurs privés. Ainsi, la demande en matière d'assurances progresse sur le long terme. Ce sont surtout les assurances accidents/dommages et les caisses-maladie qui en profitent.

Des opportunités de croissance s'ouvrent aux assurances vie du fait de la mutation démographique et des incertitudes relatives au financement de la prévoyance publique ou à l'espérance de vie. Il convient de s'interroger sérieusement sur l'influence qu'aura le projet de réglementation «Prévoyance vieillesse 2020» sur l'évolution des caisses de pensions et des assureurs vie, car la réforme comporte encore bien trop de paramètres imprécis. Un relèvement de l'âge de la retraite et la réduction du taux de conversion devraient provoquer une hausse de niveau unique dans la valeur ajoutée.

La réassurance devrait continuer à profiter de l'évolution positive des pays émergents et de la reprise du reste de l'économie mondiale. En outre, les réassureurs sont mieux préparés à assumer certains nouveaux risques internationaux que les assureurs directs, ce qui ouvre de nouveaux champs d'activité.

Conformément à l'évolution historique, BAKBASEL ne prévoit que peu de changements dans le nombre d'employés des assurances (-0,1 % p.a.). Ainsi, les assurances aussi devraient connaître des gains de productivité. On en trouve un vivier dans la numérisation des processus (par exemple dans l'élaboration et le traitement des offres).

Tab. 6-3 Tendances du secteur financier

		2015	2016	2017-2020	2020-2025
Valeur ajoutée	Secteur financier	0.9%	1.3%	2.1%	1.9%
	Banques	0.5%	0.6%	1.8%	1.9%
	Assurances	1.2%	1.9%	2.1%	1.8%
	Autres serv. fin.	1.4%	1.9%	2.9%	2.3%
	Ensemble de l'économie	0.8%	1.1%	1.7%	1.5%
Actifs	Secteur financier	0.1%	0.5%	0.9%	0.5%
	Banques	0.0%	0.4%	0.6%	0.4%
	Assurances	-0.6%	-0.3%	-0.1%	-0.1%
	Autres serv. fin.	0.8%	1.5%	2.7%	1.5%
	Ensemble de l'économie	0.7%	0.3%	0.7%	0.4%

Taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée brute réelle et des équivalents temps plein en %
Source: BAKBASEL

7 Résumé

Fonction infrastructurelle du secteur financier

Le système financier, composé des marchés financiers et des intermédiaires financiers, est une condition préalable essentielle au fonctionnement effectif et efficace des activités économiques. Les intermédiaires financiers fournissent des capitaux à la société et à l'économie et assument des risques. En 2014 par exemple, les banques ont octroyé à l'économie suisse des crédits d'un montant égal à deux fois son PIB. Les assurances vie privées ont géré des rentes et des sommes assurées équivalentes au double du PIB. Avec les assurances accidents/dommages, elles ont effectué des versements qui, répartis sur la population, correspondent à un salaire mensuel moyen par personne. Ces deux fonctions rendent possibles le développement économique et les investissements qui ne pourraient pas avoir lieu sans intermédiaires financiers ou seulement au prix de frais de transaction beaucoup plus élevés. De plus, les intermédiaires financiers assument des fonctions dont une économie moderne ne saurait guère se passer. C'est le cas par exemple du traitement du trafic des paiements ou de l'accumulation de capital.

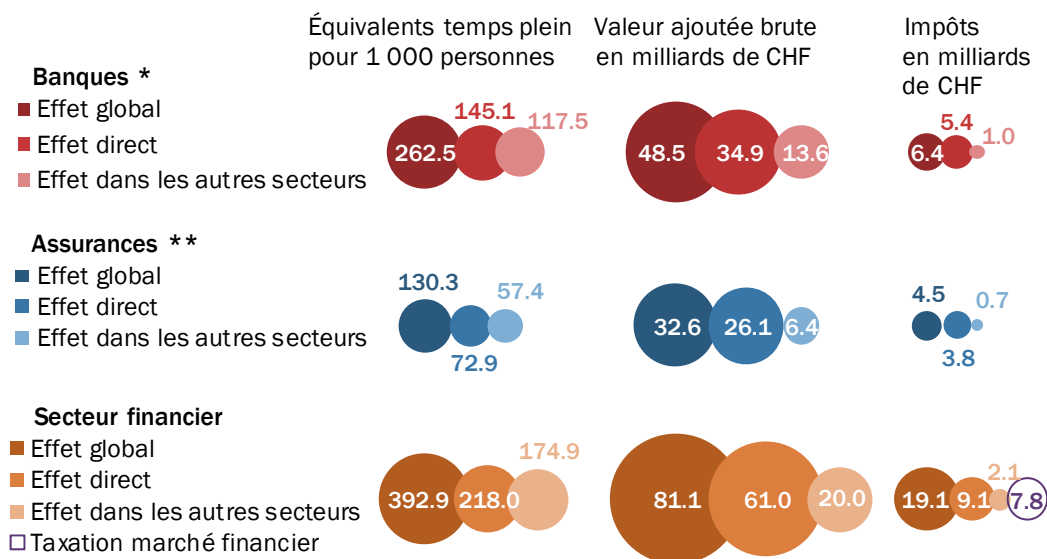
Importance économique

Outre ces fonctions générales du système financier, le secteur financier assure une part non négligeable des performances économiques de la Suisse et contribue donc largement à la prospérité du pays. En 2014, le secteur financier suisse a produit 61 milliards de CHF de valeur ajoutée brute et employé 218 000 personnes (en équivalents temps plein). Outre les banques, typiquement fortement représentées, les assurances et les Autres services financiers jouent également un rôle important dans le secteur financier suisse en lui offrant une bonne diversification en comparaison internationale.

Cependant, la grande importance économique du secteur financier ne se manifeste pas que dans la valeur ajoutée directe et dans l'emploi. L'importance économique effective du secteur financier est sous-estimée du fait d'une telle approche partielle. D'une part, la demande en matière de prestations préalables suscite d'autres effets indirects sur la valeur ajoutée dans d'autres secteurs. D'autre part, les revenus supérieurs à la moyenne dans le secteur financier bénéficient également à l'économie suisse sous la forme de dépenses de consommation privée des employés d'autres branches (surtout orientées vers le marché domestique).

Une analyse d'impact macroéconomique montre l'importance effective du secteur financier pour l'économie suisse. Elle conclut que l'activité économique du secteur financier est liée à une valeur ajoutée totale de 81,1 milliards de CHF par an. Cela correspond à 13 % de la valeur ajoutée brute de l'ensemble de l'économie. Quelque 9,8 % des emplois de l'ensemble de l'économie (498 000 personnes) en Suisse y sont liés.

Fig. 7-1 Importance économique et fiscale du secteur financier en 2014



*Banques y compris les services financiers proches des banques

** Assurances y compris les services proches des assurances

Source: BAKBASEL

Tab. 7-1 Effets économiques et fiscaux du secteur financier en 2014

	Effet économiques			Coeff. Multiplicateur
	direct	Dans les autres secteurs	Total	
Valeur ajoutée brute [milliards de CHF]	61.0	20.0	81.1	1.3
dont banques	34.9	13.6	48.5	1.4
dont assurances	26.1	6.4	32.6	1.2
Emplois [1000 ETP]	218.0	174.9	392.9	1.8
dont banques	145.1	117.5	262.5	1.8
dont assurances	72.9	57.4	130.3	1.8
Employés [1000 personnes]	254.9	242.6	497.5	2.0
dont banques	168.9	162.1	331.0	2.0
dont assurances	86.0	80.5	166.5	1.9
	Effets fiscaux			
	Impôts directs	Impôts indirects	Total	
Impôts [millions des CHF]	11.3	7.8	19.1	

Source: BAKBASEL

Évolution sur les 20 dernières années

Sur la période 1994-2014, le secteur financier a progressé nettement plus vite que l'ensemble de l'économie. En 2014, alors que l'ensemble de l'économie est en hausse de 40,8 % sur 20 ans, le secteur financier a quant à lui progressé de 85,5 %. Cette évolution repose en grande partie sur le secteur des assurances, dont la valeur ajoutée a plus que doublé en 2014 par rapport à 20 ans en arrière. Mais les banques aussi ont considérablement contribué à la croissance du secteur financier. Le repli de la valeur ajoutée entre 2007 et 2009 a cependant largement freiné les banques dans leur expansion. En 2014, la valeur ajoutée des banques ne s'est pas encore complètement remise de la crise. La reprise à court terme est ralentie par les restructurations et l'industrialisation du secteur bancaire. Parmi les causes, on trouve les marges en baisse, la numérisation et la mise en œuvre de nouvelles réglementations.

Au cours des 20 dernières années, le nombre d'employés dans le secteur financier a connu la même évolution que dans l'ensemble de l'économie. La plupart des créations de postes ont eu lieu dans les Autres services financiers, avec une augmentation de 4,4 % ou quelque 19 600 employés. Dans les banques, la croissance du nombre d'employés en 2014 a été nettement inférieure (+0,6 %), tandis que les assurances ont même procédé à des suppressions de postes (-0,6 %). Le secteur des Autres services financiers a profité des externalisations opérées par les assurances et les banques, de même que de la numérisation en marche depuis les années 1990. Dans ce domaine, un élan supplémentaire s'est vraisemblablement produit au cours des dernières années, d'autant plus qu'une majorité des sociétés Fintech indépendantes devraient être statistiquement attribuées à ce secteur.

Évolution sur les 10 prochaines années

La conjoncture de l'année 2015 place le secteur financier devant des défis supplémentaires, quoique limités dans le temps. Le franc fort et les intérêts négatifs continuent à peser sur les marges des banques. En outre, les intérêts bas et la réglementation accentuent l'état d'urgence en termes de placement que connaissent les assurances. Toutes les branches du secteur financier profiteront de l'embellie conjoncturelle de l'ensemble de l'économie à partir de 2017, via une demande à la hausse, en particulier dans le financement du crédit et de l'hypothèque, la gestion de patrimoine et la protection des avoirs. De plus, les activités devraient également augmenter sur les marchés financiers et les cours continuer à monter. Dans l'ensemble, on peut s'attendre à un rythme d'expansion plus rapide que dans l'ensemble de l'économie.

Cependant, les différentes branches du secteur financier évoluent de façon très disparate. Les banques demeurent absorbées par la réorientation de leur modèle économique, ce qui freine le développement de la valeur ajoutée et du nombre d'employés. Les assurances et, dans une moindre mesure, les Autres services financiers, ressentent le creux conjoncturel suite au franc fort. À plus long terme, les banques récolteront les fruits de la restructuration, enregistrant une croissance potentielle plus dynamique que l'ensemble de l'économie. À long terme, les assurances devraient elles aussi connaître des gains de productivité et voir s'ouvrir un nouveau potentiel de croissance, par exemple dans la couverture des risques liés au grand âge.

8 Annexe

Tab. 8-1 Structure du secteur financier

	Valeur ajoutée	Part dans le secteur financier	Part dans l'ensemble de l'économie	Employés [ETP]	Part dans le secteur financier	Part dans l'ensemble de l'économie
Secteur financier	61'041	100.0%	10.2%	217'998	100%	5.5%
Banques	27'521	45.1%	4.7%	119'000	55%	3.0%
Assurances	24'608	40.3%	4.1%	52'307	24%	1.3%
Autres services financiers	8'913	14.6%	1.4%	46'691	21%	1.2%

Valeur ajoutée en millions de CHF, nombre d'employés en personnes, parts dans le secteur financier en %, 2014
Écarts d'arrondis possibles
Source: BAKBASEL

Tab. 8-2 Structure des banques

	Part
Banque nationale suisse	0.7%
Institutions au champ d'activité particulier	0.3%
Banques cantonales	14.9%
Grandes banques	31.5%
Banques régionales et caisses d'épargne	3.5%
Banques Raiffeisen	7.2%
Banques commerciales	0.0%
Banques opérant en bourse	10.4%
Banques sous contrôle étranger	15.2%
Filiales de banques étrangères	0.8%
Banquiers privés	1.0%
Autres banques	3.2%
Autres établissements de crédit (hors établissements de crédit spéciaux) n.c.a.	3.0%
Holdings financières	0.1%
Autres holdings	1.4%
Fonds fiduciaires et autres et établissements financiers similaires	0.3%
Établissements de crédit-bail	0.8%
Établissements de microcrédit	0.0%
Autres établissements de crédit spéciaux	0.9%
Sociétés d'investissement	3.9%
Trésorerie au sein d'un groupe d'entreprises	0.3%
Autres établissements de financement n.c.a.	0.5%

Part du nombre d'équivalents temps plein des sous-secteurs dans le total du secteur «Banques» en %, 2013
Sur fond gris: établissements de crédit
Écarts d'arrondis possibles
Source: OFS

Tab. 8-3 Structure des assurances

	Part
Assurances vie	6.5%
Assurance accidents (SUVA)	6.8%
Assurance accidents et dommages	44.0%
Caisses-maladie	26.9%
Autres assurances (sans sécurité sociale obligatoire) n.c.a.	2.1%
Réassurance	7.8%
Caisses de pensions et fonds de pensions	5.9%

Part du nombre d'équivalents temps plein des sous-secteurs dans le total du secteur «Assurances» en %, 2013
 Sur fond gris: assurances privées
 Écarts d'arrondis possibles
 Source: OFS

Tab. 8-4 Structure des Autres services financiers

	Part
Services financiers proches des banques	55.7%
<i>Bourses de valeurs mobilières et marchandises</i>	1.6%
<i>Négoce de valeurs mobilières et marchandises</i>	4.6%
<i>Autres activités liées aux services financiers</i>	19.4%
<i>Direction de fonds</i>	2.1%
<i>Gestion de fonds</i>	27.9%
Services financiers proches des assurances	44.3%
<i>Estimation des risques et des dommages</i>	1.4%
<i>Activité des courtiers en assurances</i>	29.9%
<i>Caisses de compensation</i>	9.7%
<i>Autres activités liées aux services d'assurances et aux caisses de pensions n.c.a.</i>	3.3%

Part du nombre d'équivalents temps plein des sous-secteurs dans le total du secteur «Autres services financiers» en %, 2013
 Écarts d'arrondis possibles
 Source: OFS

Depuis plus de 30 ans, l'institut de recherche économique indépendant [BAKBASEL](#) allie l'analyse empirique scientifiquement fondée et sa mise en œuvre pratique.

www.bakbasel.com